

Conflit moral

La réforme des retraites proposée par le président de la République est injuste. Les preuves sont irréfutables, et c'est l'une des raisons de notre engagement sans faille depuis janvier contre ce projet de report de l'âge légal de départ à la retraite. À l'instar de l'intersyndicale nationale, le SNJ de France Télévisions reste dans la lutte sans aucune hésitation.

Ce conflit social n'est pas uniquement pour nous un mouvement contre une réforme gouvernementale inique, mais également un message envoyé à notre direction. Autour des carrières longues, des pénibilités de certains métiers, du traitement professionnel des seniors, sans oublier les salaires dévorés par l'inflation et les projets destructeurs qui s'amoncellent.

Ce conflit social est un peu différent de certains autres, mais pour autant la direction reste fidèle à ses principes : rendre les choses invisibles à l'antenne. Quelques exemples pour une liste bien longue. Le SNJ avait déposé un préavis le 7 mars comme toutes les organisations syndicales représentatives de l'entreprise. Message minimal à l'antenne, mais bon c'est toujours ça de pris. Le lendemain notre préavis court toujours, comme d'autres d'ailleurs, mais là rien, pas de mention à l'antenne. Tiens donc ! Nous avons interrogé la direction de l'information et celle des ressources humaines, nous attendons la réponse. Dans la série de nos courriers multiples, nous avons questionné la DRH sur la triste pratique très répandue du remplacement d'un gréviste par un non- gréviste dans des conditions parfois rocambolesques... Là une réponse très surprenante et surtout insatisfaisante qui laisse entendre que tout est possible pour la direction ! Ni droit, ni devoir, mais le SNJ n'en restera pas là, et saura saisir les juridictions compétentes s'il le faut.

Autre cocasserie condamnable, un mail interne sans scrupule rédigé par la directrice déléguée du CDE (Centre de diffusion et d'échanges) qui écrit à ses troupes, que le site de diffusion « secours » de Romainville (93) est bien utilisable en cas de panne au Siège mais aussi en période de... grève ! Lorsqu'ici nous avons évoqué ce sujet avec les autres élus du CSE, la direction niait ce qui maintenant s'écrit sans aucune gêne !

Et au fil de ces entraves, certaines de nos éditions ont leur glossaire antisocial. On y parle toujours de prise d'otage des usagers, de risque de blocage du pays, de syndicats extrémistes... Sans parler de traitement parfois plus que minimaliste au lendemain d'une forte mobilisation dans les rues du pays.

Tout ce climat antisocial, qui s'ajoute au mauvais sort réservé à certains de nos élus, vient de livrer sa dernière pépite.

Contrairement à ce qui a été dit ici même dans cette instance, la direction prévoit bien d'ouvrir des négociations sur de nouveaux métiers (JRI/monteur, rédacteur/monteur, monteur/journaliste), qui ne seraient plus circonscrits à France Info mais étendus à l'ensemble de l'entreprise. Pourtant, lorsque la question a été posée à l'occasion du débat sur « Tempo », la réponse du directeur de l'information et de la cheffe du projet fut claire : revoir certains « process » de fabrication ne veut pas dire passer par la mise en place de nouveaux métiers hors France Info.

Bingo, procès-verbal à l'appui ! Nous en avons assez de cette gouvernance par le mensonge ! En 10 ans, que de mauvais coups, qui sidèrent les salariés, qui fatiguent les esprits et finissent par atteindre les plus motivés. Oui parce que, comme le dit le SNJ depuis des années, personne ne sera épargné par ces réformes qui n'ont rien à voir avec le sens de l'histoire. Non, ce qui est en jeu c'est le sens de nos vies personnelles et professionnelles ! C'est bien tout cela que la présidente et ses équipes mettent en péril ! L'alerte est donnée depuis longtemps, et nous allons saisir toutes les occasions pour le rappeler encore et encore ! Dans cette instance, mais aussi dans les luttes à venir.

Paris, le 10 mars 2023

